

Question de la semaine du Journal AGRI du 17 juillet 2009

Comment jugez-vous la décision de l'Interprofession du lait concernant la fixation d'un prix indicatif de 61,6 ct/kg pour la période de juillet à septembre 2009 ?

Réponse de M. Marc Benoit, producteur de lait à Romainmôtier

La décision de l'IPL de fixer un prix indicatif semble, à première vue, une bonne chose ; il s'agit d'un de ses objectifs principaux. La portée de ce chiffre doit toutefois être relativisée. En effet, le prix du lait valable rétroactivement dès le 1^{er} juillet 2009 est encore en négociation dans les régions. Il est influencé par les éléments suivants : a) le prix indicatif de l'IPL est calculé franco-usine hors TVA, il faut donc déduire les frais de logistique (transport et administration) ; b) les conditions des contrats conclus avec les acheteurs (avec ou sans fluctuations saisonnières) ; c) le coût de la régulation du marché (beurre et de poudre de lait) que chaque acheteur de lait répercutera en fonction de sa propre situation ; d) la segmentation négociée avec les acheteurs (90% selon l'indice IPL). En fonction de ces éléments, le prix du lait variera fortement d'un acheteur à l'autre. Le risque est donc grand que, comme cela s'est passé l'hiver passé, le plus mal loti fixe le prix en premier (à la baisse) et que les autres suivent. De plus, l'IPL ne semble pas, pour l'instant, être en mesure de s'occuper de la définition des quantités.

Comment enrayer cette spirale ? Certains producteurs en appellent à la solidarité. Plusieurs moyens peuvent être utilisés, mais ont démontrés leurs limites : a) bloquer les négociations : sans unité, difficile de tenir ; b) faire une grève du lait : inutile au vu des stocks et de l'asservissement des producteurs livrant en direct aux usines ; c) s'en remettre uniquement à l'IPL pour résoudre la situation : il s'agit d'un travail de longue haleine.

La seule solidarité possible est le regroupement de l'offre par les producteurs en main des producteurs. Ces derniers doivent pouvoir décider eux-mêmes de la segmentation en fonction du marché et avoir ainsi le choix de couler ou non telle quantité, à tel prix. Cela demande, assurément, plus de courage et de volonté que d'ouvrir la vanne du tank à lait. Sans aide de l'Etat, les producteurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

La situation actuelle est catastrophique pour les producteurs de lait, de centrale notamment. Jusqu'à quand faudra-t-il attendre pour que toutes les organisations (OP et OPU) se mettent enfin d'accord pour une vraie gestion des quantités ?

Parue dans AGRI le 24 juillet 2009